Sénat de Belgique.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1842.

Rapport de la Commission du Sénat sur le projet de loi relatif à la Pêche du poisson frais.

MESSIEURS,

Depuis plusieurs années, de nombreux projets de lois, mémoires et pièces à l'appui ont mis sous vos yeux la nécessité de retirer la pêche nationale de l'abandon auquel elle était livrée par suite des changemens successifs de gouvernemens que le pays a eus à subir.

En dernier lieu, notre union avec la Hollande n'a fait qu'aggraver cet état de choses, par l'impossibilité de lutter, sous ce rapport, contre les provinces septentrionales. Quelques années encore, et la ruine de la pêche était consommée pour la Belgique.

Depuis l'époque heureuse de votre émancipation politique, plusieurs lois et arrêtés ont déjà amélioré la situation de nos pêcheurs quant à la pêche du hareng et celle de la morue: il restait encore à prendre les mesures pour accorder à la pêche du poisson frais, la protection qu'elle réclamait de son côté, en cherchant principalement à empêcher l'entrée frauduleuse du poisson étranger, et ainsi faire revivre et prospérer de nouveau cette intéressante branche d'industrie.

Par les dispositions législatives déjà prises et par celles qui, pour les compléter, vous sont proposées aujourd'hui en faveur de la pêche du poisson frais, la Belgique ne fait qu'imiter, quoique sur une bien moindre échelle, les exemples et la conduite des pays voisins, en frappant seulement, elle, le poisson étranger d'un droit de 12 francs par 100 kilogrammes.

En France, le poisson étranger à l'importation paye 40 francs pour 100 kilogrammes, elle protège ainsi l'industrie des 700 chaloupes de pêche existantes, seulement entre Cherbourg, Gravelines et Dunkerque.

La Hollande protège sa pêche par des primes et par une prohibition complète du poisson étranger; aucun sacrifice ne lui coûte pour assurer la prospérité de cette industrie.

L'Angleterre, tout aussi jalouse de la concurrence que pourraient tenter de lui faire ses voisins du continent, frappe d'une prohibition à peu près complète tout poisson étranger, puisqu'elle en excepte seulement le turbot et le poisson sec dit Stokvisch qu'on met à sécher sur les rochers de la Norwège, et qui ne

peut se sécher que dans ces parages; ces mesures ont porté la pêche Anglaise à un tel point de prospérité qu'indépendamment de sa propre consommation, elle exporte annuellement à l'étranger pour 4 à 5 millions de francs en poisson.

D'un autre côté, l'histoire de notre pays nous apprend que dans des temps déjà bien éloignés de nous, nos ports de mer aussi ont été le siège d'une pêche considérable.

Nieuport, dont le port aujourd'hui est malheureusement presque enseveli dans les sables de la mer, a été jadis le berceau et, pendant des siècles, l'étape de la pêche qui se faisait dans les 17 provinces unies; c'est cette ville qui a donné le jour à Beuklens, inventeur de l'art précieux d'encaquer le hareng, et auquel Charles V, notre illustre compatriote, pour perpétuer la mémoire de cet homme célèbre, a fait élever une statue dans l'Église de Biervliet, lieu de sa sépulture.

Le commerce d'Ostende est intimement lié à celui de la pêche, et les matelots peuvent servir à l'un comme à l'autre.

Anvers aussi, par sa position admirable, peut devenir le centre d'un commerce considérable en poisson.

Pour d'autres localités, pour Blankenberghe, Heyst, la Panne, Adinkerke, et tout le littoral de la Flandre, la pêche de la marée par bateaux non pontés et de moindre dimension, a été de tous tems et est encore la seule ressource et le seul moyen d'existence d'une nombreuse population pauvre, mais active.

Ces principes une fois admis, et ces faits établis, les conséquences en découlent nécessairement que pour rendre à cette industrie et son importance et sa splendeur, il est nécessaire de lui accorder les encouragemens que son état actuel réclame.

Sous ce rapport, le projet de loi qui vous est présenté, semble réunir toutes les conditions nécessaires, et, tel qu'il vous est transmis, il renferme deux points essentiels :

1^o Celui d'une protection équitable, en accordant la franchise de droits de douanes imposé sur tous poissons frais, celui pris et importé par nos pêcheurs nationaux;

2^o Les moyens de coercition pour détruire toute fraude d'introduction du poisson étranger sous le couvert du pavillon national.

Passant à l'examen des moyens proposés par le projet de Loi, pour atteindre ce double but, votre Commission a cru y trouver toutes les garanties nécessaires, et pouvoir se borner à quelques légères observations.

La 1^{re} porte sur le § 2 de l'art. 10, par lequel le transit du poisson est prohibé.

Trouvant cette expression trop générale, votre Commission voulait d'abord établir une distinction en faveur du Saumon, des Éperlans et autres poissons d'eau douce, venant à la vérité de la Hollande, mais par la frontière de terre par Westwezel, traversant le pays et transporté directement en France; mais elle a considéré que d'après le but formel de la loi, où il n'est question que de poisson de mer, cette catégorie ne pouvait y être assimilée et que par conséquent l'interdiction du transit ne devait pas le frapper. M. le Ministre des Finances, appelé dans le sein de la Commission, s'en est expliqué de la même manière, et a donné l'assurance que le transit de ce poisson continuerait sans entraves comme par le passé. Nous pensons, Messieurs, que cette courte explication suffira pour tranquilliser les personnes intéressées à ce

commerce, assez important, paraît-il, puisque une pétition qui vient de vous être communiquée sur ce sujet et qui a été également remise à votre Commission, fait monter de 800 à 1000 kilogrammes par jour, la quantité de poissons de cette espèce qui s'expédie de cette manière pour la France.

La prospérité de la pêche, son développement, sont appelés à produire un autre résultat important pour le pays, celui de former la seule école possible de marins nationaux, d'où sortiront les hommes pratiques destinés à servir sur les navires de commerce et sur ceux de l'État; et à cet égard, la Commission appelle l'attention du Gouvernement sur la nécessité, lors de la révision annoncée des lois sur la milice, que des dispositions spéciales y soient appliquées aux individus reconnus pour appartenir au service des chaloupes de pêche, et qui n'exercent pas d'autre industrie que celle de pêcheurs.

La Commission a aussi, à l'unanimité de ses membres, exprimé au Ministre le désir que le Gouvernement provoquât des mesures administratives tendant à diminuer le monopole du poisson sur les marchés de nos villes, consistant en l'accaparement et l'achat fait exclusivement du poisson frais par quelques individus, monopole qui seul est la cause de la cherté dont on se plaint généralement, interdit l'usage de cette denrée aux classes moins aisées, et ne sert qu'à enrichir outre mesure et aux dépens du public, ceux qui s'en sont emparés.

Messieurs, le projet de loi sur lequel vous êtes appelés à délibérer, et sur lequel nous avons l'honneur de vous présenter le rapport, est peut-être celle de toutes nos lois qui a été la plus élaborée. Le Gouvernement d'abord a pris l'initiative, il y a plusieurs années déjà; son projet a été soumis, dans les provinces de la Flandre Occidentale et d'Anvers, qui sont celles de nos provinces où s'exerce la pêche en mer, à l'examen des Chambres de Commerce et de plusieurs Commissions spéciales instituées par le Gouvernement, et composées de Membres de députations provinciales, de commissions de pêche et d'hommes connaissant particulièrement la matière. Tous ont été unanimes que des mesures efficaces étaient impérieusement réclamées contre l'importation frauduleuse du poisson sous pavillon Belge. Ces avis et les observations à l'appui, soumis à une Commission centrale à Bruxelles, y ont de nouveau reçu l'accueil le plus favorable. Le Gouvernement les a réunis en un seul projet de loi définitif; la Chambre des Représentants l'a voté à l'unanimité, moins 4 voix sur 55, et nous avons la confiance que votre vote viendra également mettre le complément à une législation, qui, avec les autres mesures administratives déjà en vigueur, sera la plus complète peut-être qui existe sur cette matière chez aucune autre nation, et dont le résultat impatientement attendu, intéresse vivement le bien-être et même l'existence d'une partie de notre population.

En conséquence, votre Commission, à l'unanimité de tous ses membres, a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de Loi.

Bruxelles, le 16 février 1842.

Le Baron DE PEUTHY.

Le Baron JOSEPH D'HOOGHVORST.

Le Duc D'URSEL.

Le Baron DE MOOREGHEM, Rapporteur.